

Date de dépôt : 11 mai 2016

Réponse du Conseil d'Etat

à la question écrite urgente de M. Eric Stauffer : Combien de bénéficiaires du permis frontaliers (G) ont été engagés en 2015 ?

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 22 avril 2016, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une question écrite urgente qui a la teneur suivante :

La Commission des finances ayant refusé que je pose cette question, j'interpelle directement le Conseil d'Etat.

Année après année, le nombre de travailleurs frontaliers augmente à Genève de manière excessive. Le Grand Etat (y compris le Petit Etat et les entités subventionnées) doit contribuer à l'engagement de résidents locaux et de citoyens suisses dont beaucoup trop se retrouvent sans emploi.

En particulier, nous devons disposer de toutes les informations nécessaires sur le poids des permis G.

Voici ma question :

En 2015, combien de personnes titulaires du permis G ont été engagées dans le Grand Etat (y compris le Petit Etat et les entités subventionnées), en précisant par service, mais aussi en mentionnant, avec la même précision, le nombre de cadres titulaires d'un permis G et en spécifiant le nombre de « permis G » dans les ressources humaines ?

RÉPONSE DU CONSEIL D'ÉTAT

En réponse à la question écrite urgente 466, veuillez trouver le tableau de synthèse suivant :

QUE 466 : En 2015, combien de personnes titulaires du permis G ont été engagées dans le Grand Etat (y compris le Petit Etat et les entités subventionnées), en précisant par service, mais aussi en mentionnant, avec la même précision, le nombre de cadres titulaires d'un permis G et en spécifiant le nombre de « permis G » dans les ressources humaines ?

Département Répondant	Entité	Nombre d'engagements permis G	Dont cadres sup. classe 23 et plus	Dont secteurs ressources humaines
PRE	Fondation des immeubles pour les organisations internationales	3	0	0
OPE	Etat	66 ⁽¹⁾	7	0
DALE	Services industriels de Genève	8	0	0
DEAS	Cliniques de Joli-Mont et Montana	6	0	0
DEAS	Etablissements médico-sociaux	58	1	0
DEAS	Etablissements publics pour l'intégration	1	0	0
DEAS	Hôpitaux universitaires de Genève	158	15	0
DEAS	Hospice général	0	0	0
DEAS	Institution genevoise de maintien à domicile	72 ⁽²⁾	0	1
DETA	Fondation des parkings	0	0	0
DETA	Transports publics genevois	0	0	0
DIP	Hautes écoles spécialisées	16	0	0
DIP	Université de Genève	4	2	1
DSE	Genève Aéroport	7	0	0
DSE	Palexpo SA	0	0	0
Total		399	25	2
(1) Sur les 66 engagements de permis G, 55 sont liés à l'internalisation de personnes en location de service ou sous statut d'agents spécialisés à la direction générale des systèmes d'information (DGSi). Ces personnes travaillaient donc déjà pour l'Etat en 2014.				
(2) Sur les 72 engagements de permis G, 71 correspondent à du personnel soignant de terrain pour lequel la pénurie est avérée. Le poste aux RH correspond à un spécialiste informatique en SIRH pour lequel l'OCCE a donné son accord.				

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à prendre acte de la présente réponse.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :
Anja WYDEN GUELPA

Le président :
François LONGCHAMP